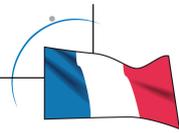




Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Commission  
nationale française  
pour l'UNESCO

**FORUM MONDIAL DE L'UNESCO**  
**Classements et responsabilisation dans l'enseignement supérieur :**  
**bons et mauvais usages.**  
**16-17 mai 2011, UNESCO**

***Session 4 - La voie à suivre : vers une politique avertie ?***

***Président : Suzy Halimi***

**Sont intervenus tour à tour dans la table ronde :**

Jamil Salmi (Banque Mondiale)

Dirk van Damme (OCDE)

Olive Mugenda (Université Kenyatta)

Georges Haddad (UNESCO)

Nannette Ripmeester (International Graduate Insight Group)

Jan Sadlak (IREG – Observatoire international des classements et de l'excellence)

Charles Fadel (CISCO)

Stamenka Uvalic-Trumbic (UNESCO)

Sir John Daniel (Commonwealth of Learning)

***Conclusions au terme de cette dernière table ronde.***

***Par Suzy Halimi.***

Nous parvenons au terme de ce Forum pour en dégager quelques conclusions et recommandations.

Au fil des sessions, nous avons pu mesurer l'importance de cette manifestation :

- importance par le thème traité et tous les enjeux qui s'attachent à ces classements ; c'est « le sujet du moment », ainsi que l'a dit Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO.
- importance par le nombre, la qualité des participants et de leur contribution au débat ;
- importance parce que ce forum a donné la parole à toutes les parties prenantes : les étudiants, les institutions d'enseignement supérieur, les auteurs de classements, les décideurs politiques, les organisations intergouvernementales UNESCO, OCDE, Banque Mondiale.
- importance parce que c'est l'aboutissement d'une longue réflexion, d'un travail de longue haleine entrepris de longue date sur l'enseignement supérieur par ces organisations internationales. On a cité, entre autres, les lignes directrices élaborées conjointement par l'UNESCO et l'OCDE, et longue serait la liste des ouvrages et articles déjà publiés sur ce thème par certains des intervenants ici présents.

Au fil des années, les classements de tout genre se sont multipliés et leur impact s'est développé. C'est dire l'importance de ce forum qui nous réunit depuis hier.

Nous avons désormais le recul nécessaire pour porter un jugement sur ces classements (cf titre du forum « bons et mauvais usages »)

Nous sommes réunis depuis hier pour faire l'état des lieux, nous l'avons vu se dessiner d'une session à l'autre : « le contenu de ces classements » (session 1) ; « le point de vue des utilisateurs et l'impact sur les politiques institutionnelles » (session 2) ; « les autres outils de responsabilisation » (session 3).

Il est temps de regarder vers l'avenir : « la voie à suivre : vers une politique avertie » ? Espoir ou doute ? Nous allons essayer d'apporter des éléments de réponse.

Il n'est pas facile de conclure un débat aussi riche qui a reflété toute la complexité du problème des classements internationaux. Je voudrais faire 3 constats, adresser 3 recommandations aux auteurs de classements et 3 messages politiques.

## **I. 3 constats**

1. Les classements existent et prolifèrent et ils sont là pour durer : classements nationaux, régionaux, internationaux, disciplinaires. Ils exercent une réelle fascination pour les utilisateurs et aussi pour ceux qui souhaitent apparaître dans les classements.

Ex : Ellen Hazelkorn parle de « growing obsession with rankings » ; Richard Yelland souligne qu'ils sont « sexy », « people like stories of winners and losers ».

2. Les classements internationaux ont un impact considérable sur toutes les parties prenantes :

- étudiants et leurs familles (surtout les étudiants internationaux)
- les institutions, les employeurs, les décideurs politiques, les partenariats internationaux
- le classement des institutions entraîne une hiérarchisation des pays sur la base du nombre de leurs institutions classées ou non

Ex : « les classements aspirent les meilleurs étudiants, les meilleurs enseignants, les financements » (Intervenant de l'Université de Dijon).

Ex : pour Jean-Richard Cytermann, « les classements ont entraîné une restructuration du système d'enseignement supérieur, une redéfinition des critères d'attribution des financements. Un concept inoffensif d'information du consommateur s'est transformé en un instrument de politique de responsabilisation lourd de conséquences pour l'enseignement supérieur »

3. Or, ces classements, comme le dieu Janus, ont deux faces, des « bons et des mauvais usages ».

- ils sont subjectifs (cf Ellen Hazelkorn « no such thing as an objective ranking »)
- catalyseur pour développer la qualité et la visibilité des institutions
- l'effet est catastrophique pour les institutions non classées
- pas assez de transparence
- les classements auraient peut-être besoin d'être évalués (classement de Shanghai : le premier à se déclarer volontaire pour un audit par l'IREG)

## II. 3 recommandations aux auteurs de classements

De nombreuses interventions ont porté sur la question « comment améliorer les classements ? ».

1. Elargir les critères d'évaluation pour prendre en compte toutes les missions des institutions d'enseignement supérieur.

Ce que fait Shanghai pour la recherche est très bien mais laisse de côté toutes les autres missions de l'enseignement supérieur : l'équité dans l'accès, la formation, l'insertion professionnelle des étudiants, le développement national (forcément lié au contexte local), l'éducation à la citoyenneté pour construire des sociétés démocratiques, etc.

Il a été proposé, par exemple, 3 catégories d'institutions, universités d'enseignement, de développement national, de recherche et d'innovation.

Ce serait alors des classements multidimensionnels. Voir le programme européen multirank. Abandonner la « league table approach ».

2. Comparer ce qui est comparable.

« Ne pas mettre dans le même panier des pommes et des oranges ».

Ex. de l'expérience U-Map : dresser une cartographie des institutions ayant des spécialités similaires, ce qui permettrait de mieux guider les étudiants dans leur choix d'institutions en ayant une idée précise de l'offre de formation, de mieux s'orienter dans l'espace national et international de formations.

Cette comparabilité des indicateurs permettrait aussi des analyses systémiques comparatives pour mieux guider les politiques publiques. Elle permettrait aux étudiants de faire une place aux lettres et sciences humaines le plus souvent éclipsées dans les classements actuellement sur le marché.

3. Donner la parole aux utilisateurs (*bottom up approach*).

Impliquer les institutions dans une démarche interactive en construisant des outils à partir d'informations produites par ces institutions elles-mêmes.

Donner la parole aux étudiants qui vivent au quotidien les efforts de leur institution pour améliorer la qualité.

4. Clarifier leur méthodologie et assurer une meilleure convergence entre les classements, les évaluations d'assurance qualité et autres outils de responsabilisation.

## III. 3 messages politiques

1. Aux institutions d'enseignement supérieur

- profiter de ces classements pour évaluer en toute transparence leurs points forts, leurs faiblesses, renforcer les premiers et remédier aux seconds
- collecter et faire remonter les données, les informations nécessaires à l'établissement de classements fiables parce qu'alimentés par des enquêtes à la base (la *bottom up approach*).

2. Aux décideurs politiques

- Ne pas subir les classements, ne pas en être « obsédés », ne pas les redouter

- Ne pas soumettre leur système d'enseignement supérieur aux classements mais utiliser les classements comme un outil au service de l'évaluation de leurs institutions. Ex. du Japon, où l'on ignore les classements internationaux au profit des systèmes nationaux d'évaluation
- Définir leurs priorités nationales et apporter un soutien public à ce travail d'élaboration de critères d'évaluation
- Ne pas allouer les ressources sur le seul critère de « réputation » internationale

### 3. À l'UNESCO

- L'Organisation a pleine légitimité pour porter ce message auprès de ses nombreux États membres répartis sur toute la planète
- Les étudiants ont incité l'UNESCO, perçue comme une instance objective, à soutenir la quête de transparence nécessaire à ces classements
- L'UNESCO peut jouer pleinement son rôle de collecte d'informations et diffuser des exemples de bonnes pratiques
- tenir et aider les États membres à soutenir et à développer un enseignement supérieur de qualité pour répondre aux besoins et aux attentes de la mondialisation et à la création de la société de la connaissance
- élaborer des lignes directrices (*guidelines*) résumant les grandes conclusions de ce Forum mondial

Madame Bokova a rappelé que l'UNESCO était : « la plaque tournante internationale pour fournir une information fiable et claire ». Je lui laisserai donc le dernier mot pour clore notre débat comme elle l'a introduit.